

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 5 fr.

PÓŁROCZNIE..... 10 fr.

ROCZNIE..... 20 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 22 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 5 fr.

SIX MOIS..... 10 fr.

UN AN..... 20 fr.

Etranger:

UN AN..... 22 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

LA GUERRE DURE...

Du 30 janvier au 2 février, le Conseil Supérieur de Guerre interallié a tenu, à Versailles, ses séances plénières. Étaient présents les délégués des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie. Lundi, 4 février, le Conseil a communiqué à la presse un résumé de ses travaux, dont nous citons ces passages essentiels :

Le Conseil supérieur de guerre a examiné avec le plus grand soin les déclarations récentes du chancelier allemand et du ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie. Il lui a été impossible d'y trouver rien qui se rapproche des conditions modérées formulées par tous les gouvernements alliés. Cette conviction n'a pu être que renforcée par l'impression que produit le contraste entre les fins prétendues idéalistes en vue desquelles les puissances centrales ont entamé les négociations de Brześć-Litewski et les plans de conquête et de spoliation aujourd'hui mis à jour.

Dans ces conditions, le Conseil supérieur de la guerre a jugé que son seul devoir immédiat était d'assurer la continuation, avec la dernière énergie et par la coopération la plus étroite et la plus efficace, de l'effort militaire des Alliés. Cet effort devra se poursuivre jusqu'à ce qu'il ait amené chez les gouvernements et chez les peuples ennemis un changement de dispositions propre à donner l'espoir d'une paix conclue sur des bases n'impliquant pas l'abandon, devant un militarisme agressif et impénitent, de tous les principes que les Alliés sont résolus à faire triompher : principes de liberté, de justice et de respect pour le droit des nations.

Tout Polonais pour lequel l'unité et l'indépendance de la Pologne ne sont pas seulement de vagues désirs du cœur, mais un programme politique réel et raisonné, a salué avec joie cette déclaration.

La Pologne, il est vrai, souffre horriblement de la guerre; notre pays, dont certaines régions ont déjà été ruinées par l'évacuation russe, est aujourd'hui impitoyablement exploité par les occupants austro-allemands et qui semblent faire tout leur possible pour le saigner à blanc. Du côté de l'est, c'est un danger nouveau qui menace notre patrie : ce danger, c'est l'anarchie russe.

Mais l'organisme sain et fort de la nation polonaise a déjà subi tant d'épreuves depuis le commencement de la guerre, et les a supportées avec une si admirable résistance, qu'il saura, nous le croyons fermement, rendre vains à l'avenir tous les attentats contre son existence. Aussi nous devons être prêts à de nouveaux sacrifices si nous voulons réaliser le programme de l'unité et de l'indépendance polonaise.

Le succès décisif des idées pacifistes dans les pays alliés nous forcerait de renoncer à la réalisation de ce programme national, car une paix prématurée, une paix sans avoir remporté la victoire sur les puissances centrales serait le tombeau de l'idée d'une Pologne unifiée et vraiment indépendante. Notre foi dans le triomphe de cette idée s'appuie sur la décision

inébranlable des Alliés de tenir, de persévérer, de lutter jusqu'à la victoire.

C'est pourquoi nous saluons avec joie le communiqué du Conseil Supérieur de Guerre.

Mais notre persistance à réclamer l'unification et l'indépendance est-elle justifiée par l'attitude de nos compatriotes en Pologne même ?

Regardez ce qui se passe dans chacune de ses trois parties ! A l'exception de quelques groupes insignifiants, l'opinion publique polonaise tout entière réclame résolument avec un mâle et inflexible courage la réunion de toutes les terres polonaises y compris celles que la Prusse détient depuis presque un siècle et demi et qui donne à la Pologne l'accès à la mer.

Les partis polonais modérés qui représentent la grande majorité du pays ont toujours gardé cette attitude; les partis de gauche se sont placés sur le même terrain depuis la chute du régime tsariste. Devant ces deux blocs puissants qu'est-ce que sont les petits groupes qui comptent sur la « bonne volonté » de Vienne et de Berlin, tout en renonçant à la revendication de la Pologne prussienne et du littoral polonais de la Baltique ?

Ce programme de l'unité et de l'indépendance a été et il est toujours le programme de la nation polonaise, de notre patrie tout entière, dont nous ne sommes ici, à l'étranger, que des porte-paroles auprès des nations et des gouvernements alliés.

L'opinion polonaise
et les négociations
de Brześć-Litewski1. Enonciation
du « Club politique des Partis ».

Le Club politique des Partis embrassant les groupes et les organisations les plus influentes et représentant la grande majorité de l'opinion publique du pays vient de prendre la parole à propos des négociations de Brześć-Litewski ou plutôt de la participation des délégués polonais à ces négociations. Voici les principaux passages de la déclaration :

Les procès-verbaux des négociations de paix de Brześć-Litewski révèlent que la délégation allemande développe des conceptions que ne peut accepter l'opinion publique polonaise. La délégation allemande préconise entre autres la théorie que « des corporations autorisées à représenter effectivement les diverses nationalités dans les parties des territoires occupés peuvent exprimer la volonté de la nation » et que pour cette raison, elles sont « dès maintenant qualifiées pour conclure des conventions ».

Vu que la théorie précitée découle évidemment d'un grave et dangereux malentendu, nous considérons que, en ce qui regarde les parties de la Pologne occupées militairement, elle doit être éclaircie exactement et à temps. Le caractère transitoire et occasionnel de ces « corps autorisés » n'a jamais été douteux pour l'opinion publique polonaise. Ils ne peuvent prétendre à représenter la volonté réelle de la nation et cet état de choses ne peut être modifié ni par les titres pompeux ni par la

situation sociale et la valeur individuelle des personnes gratifiées d'un mandat provisoire. Les assertions des délégués allemands d'après lesquelles la nation polonaise se serait déclarée catégoriquement et dans son ensemble pour sa séparation de la Russie, sont absolument conformes à la vérité. L'opinion publique polonaise, prenant pour appui le droit de toutes les nations de librement disposer d'elles-mêmes, a énoncé la conviction que seule l'unification des territoires polonais produira les conditions nécessaires pour contenter la nation et pour rendre celle-ci apte à se développer dans tous les sens.

Ces postulats peuvent être représentés par tout corps politique; par contre, les conséquences légales et politiques de ce programme national doivent être nécessairement subordonnées à l'assentiment d'une représentation nationale, élue sur des bases démocratiques.

Sans cela, tout engagement pris au nom de la nation, toute conclusion de pactes quelconques par des corps provisoires provoquerait incontestablement dans toute la Pologne une protestation unanime, une protestation contre le droit et les intérêts nationaux lésés, donnant simultanément au monde la preuve de la contradiction flagrante entre les principes solennellement proclamés et les actes extorqués.

Parti de la Politique réaliste — Parti national démocrate — Parti progressiste polonais — Union nationale — Parti de la Démocratie chrétienne — Parti de l'indépendance économique.

Varsovie, le 17 janvier 1918.

2. Déclaration des partis de gauche.

Tous les partis de gauche polonais viennent de publier une déclaration commune relative à leur attitude à l'égard des pourparlers de paix de Brześć-Litewski. On y lit entre autres :

Dépourvues de toute influence directe sur les négociations de paix, les organisations démocratiques et populaires polonaises adressent, par cette voie, aux démocraties fraternelles du monde entier un exposé succinct des vues et des principes qui, à leur avis, devraient être adoptés par la conférence de paix, en ce qui regarde la Pologne.

La nation polonaise aspire inébranlablement à obtenir, comme résultat de cette guerre, ses propres formes d'Etat, soustraites à toute dépendance, assurant à la Pologne une complète indépendance et basées sur des fondements républicains démocratiques.

Après avoir ensuite examiné les circonstances dans lesquelles peut se produire la manifestation libre de la volonté des nations, la déclaration constate que la condition préalable de la votation générale exprimant la volonté de la nation polonaise serait, non seulement le retrait des armées d'occupation, mais encore le retour des évacués et de ceux qui ont été contraints à émigrer. Puis elle s'exprime en ces termes :

Sans préjuger les limites et l'étendue de la future Pologne, nous affirmons avec une force inflexible que le plus grand idéal qui dans tant de luttes libératrices a animé et anime encore la Pologne jusqu'à ce jour est l'unification en un Etat indépendant, comprenant tous les territoires habités par des Polonais, toutes les contrées démembrées autrefois par une inique violence. Quel que doive être le résultat de nos tendances et quelle que doive être la forme de l'Etat polonais, son existence, son étendue et ses limites intéressent également tous les fils de la Pologne et ils ont tous le droit de jeter leur voix dans la balance au moment voulu. Nous demandons que la population des territoires polonais appartenant aux Empires centraux ait la possibilité de se prononcer sur la question de son avenir.

Nous nous opposerons de toutes nos forces, de toute l'énergie de gens qui ne veulent pas porter les chaînes de l'esclavage, à toute tentative de faire entrer la Pologne dans les cadres d'un Etat étranger. C'est pourquoi nous protestons contre l'incorporation sous quelle forme que ce soit — du Royaume de Pologne aux puissances co-partageantes.

Nous rejetons, et nous rejetterons de toutes nos forces la création d'un Etat polonais formé du seul Royaume rogné de toute part, nous nous opposerons à ce qu'il soit

conformément aux vœux et aux instigations chauvines des nationalistes allemands, attaché par des liens économiques et militaires avec les Empires centraux, à ce qu'il soit coupé de la mer, à ce qu'il soit privé de liaison avec les territoires situés à l'Est du Royaume, habités en majeure partie par des Polonais et du fait de leur civilisation penchant vers la Pologne. Un tel monstre d'Etat, croyons-nous, serait inapte à la vie, et condamné d'avance à être soumis à l'exploitation et à la domination étrangère.

Nous considérerons toute autre solution de la question polonaise, toute tentative de nous imposer des formes étrangères et artificielles, comme une tendance à faire de la Pologne un butin masqué de guerre.

Nous protestons contre l'union personnelle qu'on voudrait nous imposer, car nous voulons fermement la complète indépendance; nous protestons contre la monarchie qu'on voudrait nous imposer, car tout ce qui en Pologne est vivant et sain, penché pour la constitution républicaine, pour les formes claires et libres de la vie publique.

POLOGNE ET LITHUANIE

Deux articles de *La Victoire* parus les 26 et 31 décembre, où je préconisais « l'entente » de la Pologne et de la Lithuanie, m'ont valu une lettre aigre-douce de M. le Docteur Bartuska, membre du Conseil national lithuanien en Amérique, actuellement à Lausanne.

M. Bartuska a trouvé dans mes articles « des visées impérialistes polonaises », et il me prévient qu'elles « s'opposent au véritable point de vue du futur Etat lithuanien ». A vrai dire, mes opinions politiques m'éloignent de tout impérialisme même polonais, et si M. Bartuska était moins fanatique de lithuanisme, il comprendrait que pour des raisons de sagesse, et aussi pour des raisons de sentiment, je désire une « entente » de la Pologne et de la Lithuanie, parce que je veux le même bien à la Lithuanie qu'à la Pologne.

Malheureusement, M. Bartuska se désintéresse complètement de la Pologne, sauf pour « proclamer qu'il n'y aura pas, par sa volonté, d'union polono-lithuanienne ». Il se défie trop « de l'incapacité politique des Slaves et de leur tendance à l'anarchie », et il n'a que faire des « offres des Polonais désireux de renouveler une union où ils ont trouvé leur profit, mais qui a causé la perte de la Lithuanie ».

M. Bartuska qui répudie les Slaves, ne dit pas ce qu'il fera des Germains; mais il me renseigne complaisamment sur les limites du futur Etat lithuanien, qui comprendra les gouvernements de Suwalki, Kowno, Wilno et Grodno « peuplés de Lithuaniens ».

Vous ignorez, me dit-il, « l'existence du gouvernement de Suwalki; c'est peut-être que sa population est en majorité lithuanienne ».

J'ai parcouru plusieurs fois et dans tous les sens, le gouvernement de Suwalki, en chemin de fer, en voiture et en auto; j'ai remarqué qu'au nord de Suwalki et de Sejny, la population est en grande partie lithuanienne, ce qui n'empêche pas tous les gens qui y ont intérêt, de comprendre parfaitement le polonais. Un Polonais, Edward Czyński, dans son ouvrage de statistique polonaise (1909), ne fait aucune difficulté pour reconnaître que les Lithuaniens ont la majorité dans cinq districts sur sept du gouvernement de Suwalki et que seuls, les deux districts méridionaux d'Augustowo et de Suwalki sont foncièrement polonais.

Je voudrais trouver la même « objectivité », dans les statistiques que M. Bartuska rapporte dans sa lettre. Malgré que le gouvernement de Kowno soit « par excellence lithuanien », il est inexact de dire que l'élément de « vrais » Polonais y soit à peine représenté par 0,2 %.

Avant la guerre, ce gouvernement comptait 1.800.000 habitants; on n'y aurait donc trouvé, au dire de M. Bartuska, que 3.600 Polonais. Or, la seule ville de Kowno en comptait une quinzaine de mille sur 80.000 habitants.

Le caractère lithuanien du gouvernement de Wilno et de sa capitale « ne saurait être mis en doute », affirme M. Bartuska. A vrai dire, « les parties orientales de cette province et de celle de Grodno parlent une langue mixte (?) », mais c'est dû à la « propagande du clergé polonais qui a profité pendant quarante ans, de l'interdiction de faire imprimer des livres lithuaniens ». (sic).

« Les statistiques russes et polonaises du milieu du XIX^e siècle, poursuit M. Bartuska, accusent dans cette région à peine 2 % de Polonais. A la même époque, le Polonais Baliński ne signale aucun élément polonais à Wilno. » (sic!)

Mon correspondant lithuanien dépasse tellement les bornes du bluff permis à l'égard d'un journaliste français, ignorant par définition de la géographie, que sa lettre devient ici une pure insanité.

A supposer que la ville, où Mouravief le Pen-deur a fait massacrer tant de patriotes polonais en 1863, n'ait compté au milieu du XIX^e siècle « aucun élément polonais », la situation a bien changé depuis.

A la veille de la guerre, les statistiques russes reconnaissent à Wilno 40 % de Polonais et 38 % d'israélites. Le reste de la population était moscovite, lithuanien et blanc-russien.

Les statistiques allemandes de 1916 constatent à Wilno la présence de 74.000 Polonais, 57.000 juifs, 2.900 Lithuaniens, 2.200 Russes. M. Bartuska connaît ces chiffres aussi bien que moi; pourquoi donc essaie-t-il de me « bourrer le crâne » avec les affirmations surannées du « polonais » Baliński?

Pourquoi m'écrit-il que « les attaches lithuaniennes du gouvernement de Grodno sont suffisamment démontrées au point de vue historique et ethnographique, si l'on sait qu'il est habité par les descendants des Jatvings (!) mêlés à des Borusses qui, au XII^e siècle (!!), repoussés par les Teutoniques, vinrent y chercher asile »?

M. le Dr Bartuska se trompe. Le gouvernement de Grodno n'appartient pas aux Jatvings; il appartient aux Vénèdes qui ont précédé les Jatvings, aux Sarmates qui ont précédé les Vénèdes, aux Scythes qui ont précédé les Sarmates et surtout aux gorilles qui ont précédé les Scythes!

La revendication des gorilles n'étant pas encore parvenue aux chancelleries, je propose simplement de laisser la province de Grodno aux Blancs-Russiens, aux Petits-Russiens, aux Polonais, aux Juifs et à la poignée de Lithuaniens qui l'habitent.

Des statistiques allemandes récentes, que M. Bartuska n'ignore pas, confirment cette opinion des gens impartiaux, que les deux millions et demi de Lithuaniens, descendants des Jatvings, qui se rencontrent en Europe, habitent exactement les cinq septièmes du gouvernement de Suwalki, tout le gouvernement de Kowno, et la partie du gouvernement de Wilno située à l'ouest de la voie ferrée Grodno-Wilno-Dvinsk, où d'ailleurs leur nombre est inférieur à celui des Polonais (492.000 Polonais, 114.000 Lithuaniens, 21.800 juifs, 6.000 Blancs-Russiens, 2.000 Moscovites). Dans ces calculs la ville de Wilno n'entre pas en compte.

Mais au lieu de réclamer des Lithuaniens là où il n'y en a pas, comme dans le gouvernement de Grodno et dans les trois quarts de celui de Wilno, M. Bartuska serait mieux inspiré en revendiquant contre l'Allemagne la région lithuanienne de Tilsitt. Il y a longtemps que nous avons lu dans le journal *Auszra* de Tilsitt, le détail des populations lithuaniennes de Stallupönen, de Pykallen, de Ragnit et autres localités que les descendants de Gedymin, avec la permission du roi de Prusse, pourront un jour faire rentrer dans le giron de leur patrie.

En attendant, c'est le roi de Prusse qui a la ferme intention de s'annexer le peuple lithuanien, ainsi que son cousin le peuple letton. C'est la raison pourquoi je m'étais permis de donner ce simple conseil aux Lithuaniens de s'entendre avec les Polonais: de la sorte l'Allemagne les mangerait moins aisément.

GEORGES BIENAIMÉ.

Les négociations de paix de Brześć-Litewski et la Pologne

Les négociations de paix, suspendues le 12 janvier, ont repris mercredi 30 et sont entrées ainsi dans leur troisième phase. Pendant la première phase, du 22 au 28 décembre, M. von Kühlmann et le comte Czernin ont fait comprendre aux maximalistes russes que les empires centraux n'évacueraient point les pays conquis. La seconde phase, du 10 au 17 janvier, a été marquée par un flot de paroles, des discussions interminables qui n'ont abouti à aucun résultat positif.

La séance plénière du 30 janvier.

Cette séance a eu lieu sous la présidence de Talaat-pacha. Elle a été consacrée tout entière à la question d'Ukraine. On sait, en effet, qu'il

y a actuellement à Brześć-Litewski deux délégations ukrainiennes: une envoyée par le « soviétique » de Kharkov et l'autre par la Rada Centrale de Kiev. Trotzky s'est prononcé naturellement pour les « bolcheviki » de Kharkov. Czernin et Kühlmann ont demandé à réfléchir.

Les délégués maximalistes voulaient aller à Varsovie.

Un télégramme du délégué maximaliste Karakhan, reçu de Brześć-Litewski, fait remarquer que les Allemands n'ont pas permis aux membres de la délégation russe de se rendre à Varsovie et à Vilna, comme ils l'avaient demandé, alors qu'ils ont accordé l'autorisation aux délégués ukrainiens d'aller à Varsovie, considérant que les Ukrainiens représentent un gouvernement plus loyal et plus amical.

Qu'est-ce que les bolcheviki voulaient aller faire à Varsovie?

Séances de la commission des questions territoriales.

La commission austro-hungaro-germano-russe des questions territoriales a tenu le 31 janvier et le 1^{er} février deux séances. A la première on discutait la très importante question des futures frontières entre la Russie, l'Ukraine et la Pologne. La seconde était consacrée à la discussion de la compétence des délégations ukrainiennes.

A la fin de la première séance, M. Trotzky a mis sur le tapis la lettre de M. von Kühlmann au président du conseil polonais, M. de Kucharzowski, par laquelle M. von Kühlmann avait annoncé qu'il se proposait de demander la participation d'un membre du ministère polonais aux négociations de paix.

M. von Kühlmann rappelle ses déclarations antérieures sur cette question, qui est en connexion avec celle de la reconnaissance de la personnalité constitutionnelle des territoires occupés par la délégation russe. Il exprima l'espoir qu'il serait possible de mettre la question prochainement à l'ordre du jour.

Le comte Czernin ajouta qu'il saluerait de son côté très chaleureusement l'envoi de délégués polonais à ces négociations à condition qu'ils soient reconnus par la délégation de Petrograd.

A la seconde séance, le comte Czernin a lu une déclaration reconnaissant l'Ukraine comme Etat indépendant et souverain.

Après la séance, Kühlmann et Czernin quittèrent brusquement Brześć-Litewski pour se rendre à Berlin.

Est-ce une rupture?

La participation de la Pologne.

Dans notre dernier numéro nous avons publié un télégramme que M. von Kühlmann a adressé à M. Kucharzowski expliquant au président du conseil polonais que les délégués polonais ne peuvent pas être admis aux négociations de Brześć-Litewski, parce que les maximalistes s'y opposent. Or le gouvernement maximaliste proteste contre cette affirmation. La note suivante fut publiée à ce sujet à Petrograd, 29 janvier:

M. Kucharzowski, le chef du gouvernement polonais nommé par les Allemands, ayant présenté une demande d'admission aux négociations de paix, le ministre des affaires étrangères allemand, M. de Kühlmann, répondit qu'il était impossible de lui donner satisfaction, attendu que la délégation russe ne reconnaissait pas l'indépendance de la Pologne, ni la compétence du gouvernement polonais. Cette affirmation est fautive. La délégation russe reconnaît à toutes les nations le droit de disposer librement d'elles-mêmes.

Mais la délégation ne reconnaît pas la compétence du gouvernement de M. Kucharzowski, nommé par le gouvernement allemand et qui n'exprime pas la volonté de la population polonaise. Cela n'empêche pas la délégation russe de consentir à la présence et à l'aide de la délégation polonaise pour fournir des éclaircissements sur les conditions présentes de la Pologne. Le gouvernement de M. Kucharzowski lui-même ne saurait nier que le peuple polonais désire l'évacuation du pays par les troupes allemandes. M. de Kühlmann voulait nous faire reconnaître la compétence d'un gouvernement protégé par l'Allemagne et cherchait à tromper l'opinion publique en Pologne. Les ouvriers de Varsovie ont protesté par une grève générale de trois jours. Les manifestations ont été dispersées par les Allemands.

L'attitude du gouvernement de M. Kucharzowski.

Le gouvernement polonais adresse à la presse une déclaration dans laquelle il affirme, contre les tentatives bolchevistes de nier la constitution de l'Etat polonais, la volonté de la nation de constituer un Etat polonais et souligne l'aide apportée par les puissances centrales aux Polo-

naï. La déclaration affirme l'indépendance politique des Polonais vis-à-vis de la Russie et montre que le referendum n'est pas nécessaire. Dans cette déclaration faite dans un esprit démocratique se basant sur le principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, le gouvernement se place sur le terrain national, soulignant la souveraineté du conseil de régence. Il ressort de cette déclaration que le gouvernement doit être considéré comme légitime et qu'on doit l'autoriser à prendre part aux négociations de paix pour défendre les intérêts de son pays et qu'il doit être reconnu formellement par les États belligérants et neutres.

LIVRES NOUVEAUX

— **L'Emprise Allemande sur la Russie**, par WLAD. GETTLICH (Capitaine Ordon), 60 p. in-8°, Paris, Editions G. Crès et Cie (116, Boulevard Saint-Germain); Genève, Atar.

M. WLADISLAS GETTLICH, notre distingué compatriote, ex-officier d'état-major de l'armée austro-hongroise, qui pour des motifs de conscience se réfugia en Suisse en 1916, est très au courant de la politique des puissances centrales en Pologne et en Russie. Dans la brochure *L'Emprise allemande sur la Russie*, il expose clairement le plan germanique tendant, d'une part, à assurer l'hégémonie de l'Allemagne dans la future Mittel-Europa, et d'autre part de se réconcilier avec la Russie coûte que coûte. Et l'auteur conclut judicieusement que seule une Pologne forte et indépendante de l'Allemagne serait le plus grand empêchement à une entente russo-allemande, entente qui pour la France et l'Angleterre constituerait un péril mortel. C'est l'opinion même du prince Lichnowsky qui, certes, ne peut pas être soupçonné de partialité à l'égard de la Pologne.

— **La Révolution Russe**, vue par une Française, M^{me} Marylie Markovitch (M^{me} Amélie de Néry). — 1 vol. in-16. Prix : 4 fr. — Librairie Académique Perrin et Cie, 35, Quai des Grands-Augustins, Paris, VI^e.

La Révolution russe n'a point cessé de nous ménager des surprises. D'aucune de ses phases si déconcertante qu'elle paraisse, on ne peut dire qu'elle est la dernière, que la cause est désespérée, j'entends du moins, si l'on connaît l'âme de ce peuple, complexe et simple à la fois, ou plutôt simpliste. Cette âme M^{me} Markovitch la connaît : elle en a étudié les aspirations, admiré les qualités, reconnu sans parti pris les défauts. Elle a été le témoin oculaire des premiers jours de la révolution ; elle en a suivi, partagée entre la crainte et l'espérance, les soubresauts. Le tableau a ses ombres, et à travers les ombres, les personnages dont les noms ont été si souvent prononcés depuis quelques mois se dressent si vivants, tel que Kerensky en face de Lénine, qu'on entrevoit douloureusement une catastrophe dont l'auteur voudrait épargner la honte à un peuple qu'elle aime. M^{me} Markovitch, en terminant ces pages vibrantes d'une foi ardente, espère en l'avenir de la Russie et elle donne les raisons de son espérance.

— **La Pologne et la Grande Instauration**, par le Chanoine L. PICHOT (32 p. in-12). Librairie Mutuelle des Auteurs et Editeurs réunis, 44, rue Saint-Lazare.

M. le Chanoine L. PICHOT, ami fervent de la Pologne, vient de publier en brochure une allocution-conférence qu'il a prononcée le 25 mars 1917 à l'occasion de la fête de l'Annonciation. Elle est dédiée « à tous les Polonais qui ont lutté et souffert et qui souffrent et luttent encore ».

C'est un acte de foi enthousiaste en avenir de la Pologne, en sa restauration. C'est un hommage d'un cœur généreux à la Pologne qui souffre et qui espère.

« De l'autre côté de l'Allemagne, sur la rive opposée à la nôtre de cet océan de barbarie, de nationalisme et d'orgueil, qui a menacé de déborder sur le monde, il existe une région d'idéalisme, d'esprit chrétien, de douceur, de simplicité, de compassion, de pitié, d'héroïsme et de générosité. C'est là qu'il faut prendre le levain qui doit soulever la masse des nations, en faire le royaume de Jésus-Christ et régénérer et instaurer la terre : *Dato tibi gentes hereditatem tuam et possessionem tuam terminos terræ.* »

Voilà en quels termes parle M. le chanoine Pichot de la Pologne.

— **L'inutile Sagesse**, par ANTONY PUYRENIER (Eugène Figuière, éditeur, 7, rue Corneille).

Ce charmant petit livre est un recueil des pensées philosophiques, des idées suggérées par les événements et notées au jour le jour. Nous en extrayons une (page 110) qui nous intéresse particulièrement :

« Je voudrais que certains extrémistes de Russie, à l'heure présente, pussent lire son (d'André Chénier) *Avis aux Français sur leurs véritables ennemis*, qui semble écrit expressément pour la Russie de 1917. Il n'y a que le

nom de la nation à changer, — et à regretter une phrase trop hautaine à l'égard de « la dernière classe du peuple », phrase malheureusement exacte et qui flétrit essentiellement l'ignorance, dont cette « dernière classe » n'est pas responsable.

« Stanislas-Auguste, roi de Pologne, fit traduire cet écrit en langue polonaise. Ai-je besoin de dire que la Pologne qui va renaître aurait grand profit à chercher dans les ruines de la patrie ce petit livre prophétique ? Russie et Pologne, ne les regardons-nous pas toutes les deux avec le même intérêt tendre et passionné, dans ces conjonctures tragiques où l'une pourrait être sur le bord du suicide, où l'autre, entraînée par la catastrophe, en serait précipitée dans une fortune plus cruelle encore que tout ce qu'elle a connu ? »

« Quelle voix assez éloquente, et entendue du monde entier, va s'élever pour dire à la Russie : « Abandonneras-tu la Pologne flottante et déchirée dans l'inouïe tempête ? Le tzarisme l'asservit ; la Révolution ne se battra-t-elle pas pour l'illustre et séculaire martyr ? Ou livrera-t-elle aux copartageants du tzarisme le tronçon qui lui était échü ? La Russie libre n'a-t-elle déclaré libérer des fers moscovites la République polonaise, que pour la rejeter dans la fosse aux bêtes fauves ? »

« Il y a, de ce côté-ci de l'Atlantique, une très claire et très haute voix, dont les accents viennent de faire passer sur l'univers le frémissent sacré de la Beauté révoltée, du Droit immanent, de la justice en pleurs.

« La parole est à cette voix... »

Depuis le 1^{er} janvier 1918, le prix d'abonnement de POLONIA est :

En France :

20 francs par an.

10 » 6 mois.

5 » 3 mois.

A l'étranger :

22 francs par an.

UN ÉVÉNEMENT SENSATIONNEL

Les Troupes Polonaises arrêtent Krylenko

Suivant un radiotélégramme de Kiev, les troupes polonaises, commandées par le général Dowbór Muśnicki, ont occupé le 4 février, le grand quartier général russe de Mohylów et elles ont arrêté le « généralissime » Krylenko et tout son état-major.

Voici les télégrammes antérieurs qui expliquent la marche des Polonais :

Suivant la *Rietch*, un radiotélégramme du quartier général annonce, le 26 janvier, que les légions polonaises ont cerné subitement la gare d'Orsza, à 75 verstes au nord de Mohylów, qu'elles ont désarmé la garde et qu'elles se répandent maintenant le long de la voie ferrée, au nord et au sud, s'emparant des gares et y installant leurs propres troupes à la place des soldats qu'elles désarment. Les communications entre Pétrograd et Mohylów se font par voie détournée.

La *Rietch* annonce que le généralissime Krylenko a porté ce radiotélégramme à la connaissance des commissaires du peuple, qui ont décidé de prendre d'urgence des mesures pour expulser les troupes polonaises des points qu'elles occupent et, d'une façon générale, pour désarmer les légions polonaises.

L'opération à laquelle se livrent les Polonais serait une réponse à l'arrestation du comité central polonais par les maximalistes, arrestation qui a provoqué parmi les Polonais une vive agitation.

On mande, d'autre part, de Pétrograd, le 28 janvier :

« Au troisième congrès des Soviets siégeant à Pétrograd, les délégués polonais ont donné lecture d'une protestation violente contre une paix séparée avec l'Allemagne, dont les conditions projetées seraient une trahison à l'égard de la Pologne, la mettant entièrement au pouvoir des troupes allemandes. »

Selon un télégramme de Mohylów, 31 janvier, 26.000 légionnaires polonais de toutes armes, commandés par des généraux polonais, ont occupé Rohaczew.

Le comité exécutif du Soviet provincial a envoyé un ultimatum demandant l'évacuation de Rohaczew et la soumission de l'état-major polonais, ajoutant que de cette évacuation et de cette soumission dépend le sort des nombreux propriétaires polonais, membres du parti cadet, et d'autres contre-révolutionnaires arrêtés comme otages.

D'autre part on télégraphie de Pétrograd (source maximaliste) :

Les légions polonaises qui ont occupé Rogatchef et dissous le Soviet local ont arrêté le commissaire nommé par le Soviet des paysans et marchent dans la direction du gouvernement de Smolensk. Ces opérations sont consécutives à la déclaration de l'état de guerre des légions polonaises contre les maximalistes.

Parmi les diverses notabilités et membres du parti des cadets ou de la bourgeoisie polonaise arrêtés en représailles, on cite le prince Swiatopek-Mirski.

BULLETIN

Le Conseil de Régence et l'opinion polonaise.

Les journaux polonais qui viennent d'arriver en Suisse établissent que le voyage du conseil de régence polonais à Berlin et à Vienne a été jugé moins favorablement par la presse polonaise que les agences officielles ne l'avaient tout d'abord annoncé. Les discours du prince Lubomirski aux deux empereurs sont vivement critiqués. Le *Kurier Codzienny* écrit entre autres que toute la société polonaise devrait s'élever contre certaines déclarations de ce discours, notamment contre celle disant que « le peuple polonais attend que la vérité allemande sorte victorieusement de cette guerre ».

Nous craignons, poursuit ce journal, que le discours du prince Lubomirski, par ses flatteries exagérées, n'ait éveillé partout une impression désavantageuse. La divergence d'intérêts, qui sépare les deux peuples (Allemand et Polonais), est si grande et elle est si peu adoucie par le fait du maintien de l'internement en Allemagne de plus d'un demi-million d'ouvriers polonais et par la politique violemment antipolonaise des provinces de la Prusse orientale, que les paroles du prince Lubomirski ont fait l'effet d'une violente dissonance !

Ukraine et Lithuanie.

Une conférence de personnalités ukrainiennes et lithuanienes, qui s'est réunie à Berne, vient de jeter, le 30 janvier, les bases d'une union ukraino-lithuanienne sur le modèle de l'entente qui existait du XIV^e au XVIII^e siècle entre les deux pays.

Cette nouvelle, fort bien accueillie dans les milieux lithuanienes comme dans les sphères dirigeantes ukrainiennes, n'a pas manqué de provoquer des commentaires aigres-doux dans la presse des empires centraux.

Grève politique à Varsovie.

On signale de Varsovie, 28 janvier, une grève qui prend un caractère politique. On annonce pour aujourd'hui une grève des boulangers, pâtisseries, hôteliers, restaurateurs. Hier, les journaux n'ont pas paru ; les tramways sont convoqués par des soldats en armes ; les rues sillonnées par des patrouilles. Les grèves, qui au début étaient purement économiques, prennent un caractère de protestation contre les puissances occupantes. Une proclamation du parti socialiste demande le retrait de l'armée allemande et la convocation immédiate de la Diète législative.

L'amitié polono-lithuanienne.

On mande de Varsovie, 18 janvier, que le bloc démocratique publie, au sujet de la question Lithuanienne, la déclaration suivante :

Vu les négociations de paix sur le front oriental, les partis politiques soussignés déclarent ce qui suit :

1^o Tous les éléments démocratiques de Pologne reconnaissent entièrement que les populations habitant la Lithuanie et la Russie blanche ont le droit de disposer librement de leur sort, ainsi que d'avoir une existence politique indépendante.

2^o Les questions concernant la future frontière orientale de la Pologne, la ville de Vilna et les autres territoires de l'ancien duché de Lithuanie devront être tranchées par l'Assemblée constituante polonaise, de concert avec l'Assemblée constituante lithuanienne. Leurs décisions devront se baser sur la volonté des populations respectives exprimée par voie de plébiscite.

Les partis soussignés expriment la conviction que les éléments démocratiques lithuanienes se rendent compte des intérêts communs de la Pologne et de la Lithuanie et que bientôt l'union politique des deux pays sera réalisée.

Signé : Parti socialiste polonais, Partipopulaire polonais, Parti de l'Indépendance nationale, Union des partis démocratiques.

• Un pamphlet polonais contre le Kaiser.

Selon une dépêche d'Amsterdam à l'Agence Reuter, 20 janvier, la *Gazette du Rhin et de Westphalie* publie le texte d'un pamphlet contre Guillaume II qui circule en ce moment à Varsovie. L'auteur polonais de cette brochure apostrophe en ces termes l'empereur germanique :

Grâce te soit rendue parce que tes soldats nous ont enseigné la pauvreté évangélique. Tes armées ont enlevé de nos maisons : tableaux, pianos, statues, meubles, porcelaines et souvenirs de famille. Si tu es vainqueur, la Pologne libre deviendra, dans quelques années, une province orientale de l'Empire. Tu enterreras l'Aigle blanc sous un monceau de cendres. Grâce te soit rendue surtout, ô kaiser, d'avoir empêché notre peuple de s'endormir dans le bien-être. Cette race te hait si profondément qu'elle préférerait le règne de Satan au tien. Nul ne t'aime, ô Prussien ; tes alliés eux-mêmes : la Hongrie et la Bavière, te haïssent ; reçois donc, Impériale Majesté, l'expression de notre très profonde gratitude pour la proclamation dans laquelle Ta Majesté a déclaré vouloir restaurer l'empire de Pologne, à l'exception de la Grande-Pologne, de la Poméranie, de la Lithuanie et de la Galicie.

• Une déclaration de M. Pichon.

Jeudi 24 janvier un groupe de parlementaires roumains ont été reçus à la Chambre des Députés où ils ont été reçus par MM. Deschanel, Dubost, Clemenceau, Pichon, Leygues et autres. M. Stephen Pichon, ministre des affaires étrangères, prit la parole.

Il existe entre nos alliés et nous, a-t-il dit, un contrat que rien ne peut détruire. Nous sommes ensemble dans la bataille. Ensemble nous la conduirons jusqu'au succès commun de nos armes. Pas plus que nous n'abandonnerons la Belgique, la Serbie, la Pologne, les nationalités opprimées pour l'affranchissement desquelles nous luttons en compagnie des plus grandes démocraties du monde, nous n'abandonnerons la Roumanie qui s'est sacrifiée comme nous à la défense du droit.

• Une conférence de M. Millerand.

M. Alexandre Millerand a fait le 30 janvier après-midi, une conférence, à la *Ligue de l'Enseignement*, sur les buts de guerre de l'Allemagne et les conditions de paix de l'Entente. L'ancien ministre de la guerre a rappelé les déclarations et les actes des gouvernements alliés en faveur de la reconnaissance de la Pologne comme de la Bohême.

INFORMATIONS DIVERSES

• Un livre sur André Towiański.

Un beau volume in-8° de 470 pages, intitulé *Vita e pensiero di Andrea Towiański (1799-1878)* va paraître bientôt en Italie, édité par la *Libreria Editrice Milanese* (46, Via S. Damiano, Milan). Son auteur est M. Maria Bersano Begey, nous présente dans son livre un travail conduit avec une objectivité sereine et calme, avec une scrupuleuse recherche de vérité, fait pour faciliter la compréhension et aider à la réalisation de cette nouvelle vie que Towiański, le grand philosophe polonais du XIX^e siècle, apporte aux hommes de bonne volonté — vie qui développe l'idée chrétienne en proportion des besoins du temps présent. M. Giovanni Amendola a écrit une préface pour ce livre.

• Nos amis italiens.

M. Nicopolion Maffezzoli nous fait parvenir un mémoire que le *Circolo Polacco* de Milan (Via Bernardino Zenale, 13) a adressé à M. Orlando, président du Conseil italien, à la suite de sa déclaration en faveur de la Pologne. On se souvient, en effet, que le 12 décembre dernier M. Orlando a lu à la Chambre italienne une déclaration ministérielle dans laquelle deux passages importants étaient consacrés à la Pologne.

Dans son mémoire, le *Circolo Polacco* insiste sur ce que les Alliés doivent faire une déclaration collective et solennelle, ayant le caractère d'un engagement, en faveur de la Pologne.

• Au cercle international des Étudiants.

M. Jean Finelle, professeur au Collège Sainte-Barbe et Secrétaire général du *Cercle international des Étudiants*, nous envoie une lettre dans laquelle il nous annonce que le « Cercle » désire vivement de voir se constituer dans son sein une section polonaise qui collaborera avec lui à l'œuvre de solidarité et de rapprochement universitaire dont le « Cercle » a fait sa raison d'être.

« Nous serions particulièrement heureux d'avoir constitué cette section avant le 15 février — écrit M. Finelle — date pour laquelle nous préparons une manifestation solennelle qui réunira tous les étudiants des nations alliées et amies de la France. »

Nous portons cette nouvelle à la connaissance de tous nos compatriotes étudiants ou anciens étudiants en les engageant chaleureusement à adhérer au *Cercle international des Étudiants*. Écrire au Secrétaire général du Cercle : 41, rue Delambre, Paris (14^e).

• Un concert de musique polonaise.

Un fort beau concert de musique polonaise a été donné le 18 janvier dans les élégants salons du cercle féminin du *Lyceum*, 8, rue de Penthièvre. Il fut organisé grâce à l'initiative éclairée de la présidente de la section de musique de ce cercle, M^{me} Delage-Prat, et la princesse Andrée Poniatowska voulut bien, avec la plus charmante bonne grâce, en accepter la présidence entourée de la comtesse Plater et de la comtesse Orłowska.

La partie principale du concert était consacrée à Chopin qui trouva dans le grand talent de M. Eugène Reuchsel une interprétation admirable. Respectueux de la pensée du maître qu'il saisit dans ses nuances les plus complexes, il a détaillé en grand artiste, Ballade polonaise, Scherzo, Préludes, Étude, Nocturne, avec des qualités de finesse, de souplesse, de sensibilité et de force contenue qui ont séduit l'auditoire.

M^{lle} Jeanne Isnard a apporté à ce concert son concours toujours fidèle et goûté avec la Berceuse d'Inlunarski et le Kwysiwist de Wiernewski qu'elle interprète avec tant de justesse expressive.

M^{me} H. Jarecka avec ce sentiment large et sincère qui ne se dément jamais obtint un grand succès dans les mélodies de Chopin et des chants de Paderewski, Morawski et Godolski.

Le talent de M. Jarecki, que nous n'avons plus besoin de louer ici, et son émotion soutenue et profonde ont charmé l'auditoire avec le « Conte Merveilleux », de Rogowski.

La quête faite par M^{lle} Orłowska au profit de la Croix-Rouge polonaise a rapporté la somme de 250 francs. (M. N. K.)

QUELLE DEVRAIT ÊTRE LA POLOGNE RESTAURÉE ? (1)

1

La nécessité de résoudre le problème polonais nous paraît tellement indubitable, que nous n'allons pas insister sur cette question préalable. Cette nécessité s'est imposée à l'Europe dès le début de cette guerre entre l'Allemagne et le reste du monde. De part et d'autre on comprend qu'il n'y a pas moyen d'éluder la solution de la question polonaise. Il ne s'agit donc pas de savoir si la Pologne sortira, oui ou non, du néant dans lequel on l'avait plongée depuis plus d'un siècle, mais sous quelle forme, et dans quel aspect elle reprendra sa place au soleil. Il faut en un mot savoir quelle sera la bonne solution du problème polonais.

Le monde aspire à une paix durable. La tranquillité de l'Europe sera la première et la plus grande préoccupation de ceux qui auront à faire la paix. Pour atteindre ce but il conviendra de ne laisser aucune question sans solution définitive. Après les sacrifices sanglants de la guerre mondiale, ce serait un crime envers l'humanité de laisser du feu sous les cendres. Une bonne paix suppose nécessairement un règlement raisonnable de tous les problèmes dont souffre l'humanité. Si on veut organiser l'Europe, il faut l'organiser partout. Tout ce qui entre dans le plan de la rénovation doit être utilisé. En laissant une faute mal réparée, un principe détruit, une idée négligée, on risquerait de faire perdre à l'œuvre de rénovation son harmonie et sa stabilité.

Si on veut donc faire une paix durable, on ne pourra pas laisser la Pologne dans un état qui menacerait la tranquillité de l'Europe et la solidité de son organisation. Pour éviter cette faute, il faut se rendre compte des nécessités sans lesquelles le problème polonais ne pourrait contribuer à la construction harmonieuse de la paix européenne.

Quelle sera donc la bonne solution ?

Pour qu'elle soit bonne, deux conditions s'imposent.

La première, d'ordre interne, peut se formuler ainsi : *La Pologne doit être restaurée de façon à satisfaire aux besoins et aux vœux de la nation polonaise.*

La deuxième condition est d'ordre international. Elle consiste en ceci : *La Pologne restaurée doit pouvoir devenir un facteur utile à la nouvelle organisation de l'Europe.*

Examinons ces deux conditions :

(1) Sous le titre « *La Pologne* », une importante brochure politique va bientôt paraître. Son auteur est M. Joachim Bartoszewicz, publiciste polonais bien connu, directeur de *Dziennik Kijowski* à Kiev. Nous sommes heureux de donner à nos lecteurs la primeur du dernier chapitre de sa brochure.

La Pologne doit être restaurée de façon à satisfaire aux besoins et aux vœux de la nation polonaise.

Quels sont ces besoins et ces vœux qu'il importe de satisfaire ? Ah ! nous les connaissons déjà ! L'histoire du passé, l'étude de l'état présent nous les ont clairement démontrés. C'est tout le système polonais dans ce qu'il a de permanent et d'actuel. C'est l'ensemble des principes qui ont formé la Pologne, qui l'ont rendue puissante et utile et qui la tiennent en vie après sa chute. La Pologne n'est pas, nous le savons, une table rase, sur laquelle on pourrait tracer une forme quelconque. La Pologne nouvelle ne pourra être que la continuation de ce qu'elle a été. Sans cela la nation polonaise ne retrouverait pas l'idéal qu'elle a dans son âme, et la patrie qu'on voudrait lui donner, sans compter avec les traditions historiques, ne pourrait pas la satisfaire. Le système polonais n'a pas vécu. Ce n'est pas un vieux parchemin, usé par le temps, jauni sous la poussière. Il a en soi tous les éléments de vitalité et de progrès. Il est — et c'est le point capital — tellement inné à la nature du peuple polonais, qu'il forme la nécessité psychologique de son existence. La vie polonaise ne peut pas être normale, si elle manque de principes essentiels, qui lui ont donné le souffle. Ceci dit, et sans répéter ces principes que nous avons étudiés plus haut, voici les conséquences qui en découlent.

1° La Pologne doit être unie.

Nous avons vu que depuis les partages de son Etat la nation polonaise fit tout son possible pour fortifier son unité. Malgré la séparation forcée, les Polonais habitant les diverses provinces de l'ancienne République se sentent aujourd'hui liés plus fortement que jamais. Les liens de leur sujétion respective, la différence de leur situation politique ne sont pas des obstacles assez sérieux pour arrêter le procès de concentration, pour comprimer le désir unanime de se fonder dans un seul et solide organisme. Les partages de la Pologne n'ont pas partagé la nation. Ils ont créé une contradiction flagrante entre l'état factice, établi par la force, et le droit naturel inné à la conscience nationale. Cette contradiction ne fait qu'augmenter. Elle est la cause d'une souffrance profonde, d'une tragédie vraiment atroce ; nous ne connaissons pas de tragédie plus sanglante que celle des Polonais, qui obligés de servir dans les armées étrangères et ennemies, s'entr'égorgent mutuellement.

Faire subsister une tragédie pareille, c'est faire acte de lèse-humanité, c'est perpétuer le crime insensé commis contre l'âme de la nation. Laisser subsister les partages de la Pologne après les horreurs de ces luttes fratricides, c'est rendre le sort des Polonais vraiment insupportable et les pousser à une révolte désespérée. Tant que les partages n'auront pas disparu, tant qu'il y aura en dehors de la Pologne restaurée des terres polonaises sujettes aux puissances étrangères, la question polonaise restera ouverte. Personne n'empêchera les habitants de ces terres non libérées de tendre leurs mains vers leurs frères plus heureux. Et comment supposer qu'une Pologne partiellement restaurée puisse se désintéresser du sort de ses enfants restés sous la domination étrangère.

Si on songeait à découper un morceau quelconque de l'ancienne Pologne pour en faire une Pologne nouvelle, si au lieu de faire disparaître les barrières artificielles, on ne ferait que modifier leur direction, on n'arriverait par là qu'à créer des irrédentismes, qui fatalement mènent à de nouvelles crises. Si on veut une paix durable, si on veut éviter des complications prochaines, il faut réunir dans la Pologne nouvelle tous ses tronçons séparés, toutes les terres polonaises.

Pour répondre à la question jusqu'où pourraient s'étendre les frontières de la Pologne unie, voyons quels seraient les principes, qui décideraient le problème. Nous les examinerons ici uniquement au point de vue des aspirations et des nécessités de la nation polonaise.

(A suivre.)

JOACHIM BARTOSZEWICZ.

Massage médical et chirurgical. Écrire à M^{me} M. S. à l'Administration de *Polonia*.

LE GÉRANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 5 fr.
PÓŁROCZNIE..... 10 fr.
ROCZNIE..... 20 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 22 fr.

TELEFON :

TRUDAINÉ 61.42

POLONIA

PISMO TYGODNIOWE POLSKIE

WYCHODZI CO SOBOTE

ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 5 fr.
SIX MOIS..... 10 fr.
UN AN..... 20 fr.

Etranger :

UN AN..... 22 fr.

TELEPHONE :

TRUDAINÉ 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

WOJNA TRWA DALEJ...

Od 30 stycznia do 2 lutego obradowała w Wersalu Naczelna Rada Wojenna Koalicji z udziałem przedstawicieli Stanów Zjednoczonych, Francji, Anglii i Włoch, poczem wydała komunikat oficjalny, którego najważniejsze ustępy brzmią jak następuje :

Naczelna Rada Wojenna zbadała z największą starannością świeże deklaracje kanclerza niemieckiego i austro-węgierskiego ministra spraw zagranicznych. Rada nie mogła wszakże w nich znaleźć nic, coby zbliżało się do umiarkowanych warunków sformułowanych przez rządy koalicyjne. Przekonanie to zostało jeszcze wzmocnione przez wrażenie, jakie się odnosi z przeciwieństwa między rzekomo idealistycznymi celami, dla których państwa centralne rozpoczęły rokowania w Brześciu Litewskim, a pomiędzy ujawnionymi dziś planami zaboru, zdobyczy i grabieży.

W takich warunkach, Naczelna Rada Wojenna sądziła, że jej jedynym obowiązkiem bezpośrednim jest zapewnienie dalszego trwania wysiłku wojskowego sprzymierzeńców, i to z największą energią i przez współdziałanie jak najściślej i jak najbardziej skuteczne. Wysiłek ten będzie musiał trwać dopóty, dopóki nie spowoduje u rządów i narodów nieprzyjacielskich zmiany w usposobieniu, zmiany mogącej wzbudzić nadzieję pokoju zawartego na podstawach, które nie oznaczałyby dla sprzymierzeńców porzucenie wobec zaczepnego i nieskruszonego militarystyki wszystkich tych zasad, do których zwycięstwa są Aljanci zdecydowani doprowadzić : zasad wolności, sprawiedliwości i poszanowania prawa narodów.

Oświadczenie to Koalicyjnej Naczelnej Rady Wojennej powitał z radością każdy Polak dla którego postulat zjednoczenia i niepodległości stanowi nie tylko ogólnikowe pragnienie serca, lecz realny program jego rozumu politycznego i sumienia narodowego.

Prawda, że Polska, jak zresztą i inne narody i państwa, cierpi wskutek wojny niesłychanie; prawda, że kraj nasz zrujnowany w znacznej części przez ewakuację rosyjską doznaje niemiłosiernego wyzysku ze strony okupantów austro-niemieckich, którzy jak gdyby z niego wyssać chcieli ostatnią kroplę krwi i podciąć mu wszelkie tętnice życiowe; prawda, że ze wschodu grozi dziś nowe niebezpieczeństwo : niebezpieczeństwo zakradnięcia się do Polski pierwiastków anarchii rosyjskiej.

To wszystko prawda. Ale zdrowy i silny organizm społeczeństwa naszego przetrzymał w tej wojnie już niejedno i to z podziwu godną odpornością; — ostoi się on i w przyszłości wobec niejednego zamachu na jego byt. Wierzymy w to silnie.

A trudno, do dalszych ofiar musimy być gotowi, jeżeli nie chcemy porzucić sztandaru zjednoczenia i niepodległości. Sztandar ten wytraciłoby nam z dłoni zwycięstwo pacyfistów; przedwczesny bowiem pokój, pokój bez pokonania państw centralnych oznaczałby grób dla idei Polski zjednoczonej i prawdziwie niepodległej. Wiara zaś w tryumf tej idei opie-

ra się na wytrwaniu Koalicji, na jej postanowieniu, by walczyć dalej, walczyć aż do zwycięstwa.

Dlatego, powtarzamy, powitaliśmy komunikat Naczelnej Rady Wojennej ze szczera radością. A może to tylko czczy upór owo trwanie przy programie zjednoczenia i niepodległości? Spójrzmy na to co się dzieje w kraju, we wszystkich jego dzielnicach! Z wyjątkiem grup, nieprzedstawiających w kraju żadnej siły, ogół polski głośno, z męską odwagą i stanowczością żąda oddania nam wszystkich naszych ziem, także tych, które przemocą dzierżać Prusacy od półtora wieku, a które dają Polsce dostęp do morza. Na tym stanowisku trwają od początku wojny stronnictwa umiarkowane, mające dużą przewagę w kraju; to samo stanowisko zajmują, od upadku caryzmu, stronnictwa lewicowe. Czym wobec tych dwóch sił w Polsce są owe grupy i grupki budujące na « dobrej woli » Berlina i Wiednia i rezygnujące z zaboru pruskiego i oparcia państwa polskiego o Bałtyk?

Program zjednoczenia i niepodległości był i jest programem narodu polskiego, programem kraju, którego my tu zagranicą jesteśmy wyrazicielami i orędownikami wobec narodów i rządów państw sprzymierzonych.

JESZCZE W SPRAWIE DOKUMENTÓW TAJNYCH

Podane przez nas w poprzednim numerze *Polonii* dwa dokumenty tajne ujawniają zło w naszym życiu politycznym zbyt poważne, aby dyskusja nad nimi nie przybrała szerszych rozmiarów. Znaleźli się Polacy, którzy rodaków swych oskarżyli przed jednym z rządów zaborczych, że dążą do stworzenia wielkiej, silnej, prawdziwie niezawisłej Polski! Bo nie zmienia istoty rzeczy okoliczność, iż to był rząd liberalno-socjalistyczny, rząd p. Kereńskiego; był to rząd obcy, i do tego rząd państwa, które zawsze jest dalekim od odgrywania względem Polski roli spokojnego, dobrego sąsiada, jak to wynika z przytoczonych w niniejszym numerze naszego pisma wiadomości.

Wobec powszechnego oburzenia, wywołanego w całej — bez różnicy poglądów — opinii polskiej, p. August Zaleski ogłosił w *Prawdzie* londyńskiej z 15 Stycznia 1918 r. oświadczenie następujące :

1) Pana Nabokowa nie znam osobiście i nigdy go nie widziałem.

2) Twierdzenie, jakoby jakaś grupa Polaków zwróciła się do P. Nabokowa za moim pośrednictwem, jest niezgodne z prawdą. Nigdy nie zwracałem się do p. Nabokowa, ani też do nikogo innego, z prośbą o przesłanie ministrowi Tereszczenko protestu przeciwko działalności grupy Dmowskiego.

3) Zwróciłem się natomiast dnia 22-go października 1917 r. do pierwszego sekretarza ambasady rosyjskiej z prośbą o przesłanie p. Aleksandrowi Lednickiemu tele-

gramu w sprawie uznania Komitetu Narodowego przez rządy sprzymierzone, zapytując o stanowisko p. Lednickiego i jego przyjaciół politycznych w tej sprawie. Uczyliem to w myśl ządania p. Lednickiego, abym korespondencję do niego przysłał za pośrednictwem ambasady rosyjskiej. W dwa dni po przesłaniu powyższego telegramu do ambasady, pierwszy sekretarz tejże ambasady zawiadomił mnie, iż p. Nabokow nie zgadza się na przesłanie mego telegramu, i polecił mi zwrócić się telefonicznie do tegoż, ażeby się dowiedział o przyczynach odmowy. Na moje zapytanie telefoniczne, p. Nabokow oświadczył, że zgodnie z rozporządzeniem Ministerjum Spraw Zagranicznych nie może on robić z ambasady prywatnej agencji telegraficznej. Na tłumaczenie moje, iż prosiłem o przesłanie telegramu na ządanie p. Lednickiego, p. Nabokow odparł szorstko, że instrukcje swoje otrzymuje nie od p. Lednickiego, lecz od Ministerjum Spraw Zagranicznych.

Do oświadczenia tego dodaje redakcja *Prawdy* uwagę następującą :

Jak widzimy z powyższego oświadczenia p. Zaleskiego, zarzut, stawiany mu w telegramie p. Nabokowa, jakoby pan Z. zwracał się do tego ostatniego z prośbą o przesłanie ministrowi Tereszczenko « protestu przeciwko działalności Dmowskiego », jest wprost z palca wysany. Widocznie p. Nabokow nie spodziewał się, iż jego depesza, zawierająca szereg kłamliwych wiadomości i tendencyjnych komentarzy, ujrzy światło dzienne i podlegać będzie sprostowaniu!

Coż wynika z obu tych oświadczeń? P. August Zaleski oświadcza, że p. Nabokowa nigdy na oczy nie widział, że dokument, który pragnął doręczyć ambasadzie rosyjskiej, przeznaczony był dla p. Lednickiego, nie zaś dla ministra spraw zagranicznych, p. Tereszczenki; że dokument ten nie był memorjałem, skierowanym przeciwko p. Dmowskiemu, lecz telegramem zapytującym p. Lednickiego o instrukcje polityczne. Redakcja *Prawdy*, wobec tego, że rząd p. Kereńskiego już nie istnieje i do władzy nie wróci, odważnie dodaje od siebie parę mocnych wyrażań, zarzucając p. Nabokowowi wprost kłamstwo.

Mogłoby to zachwiać wiarę w prawdomówność tajnej depeszy rosyjskiej, gdyby nie to, że w tym samym czasie, a bez porozumienia z p. A. Zaleskim (obecnie porozumiewanie się jest, jak wiadomo, utrudnione), piotrogrodzki *Dziennik Narodowy* umieścił oświadczenie następujące, widocznie w porozumieniu z samym p. Lednickim :

P. Zaleski i jego towarzysze pracy w żadnej zależności ani od p. Lednickiego, ani od grup działających na emigracji nie stoją, choćby zatem p. Zaleski wnosil wszelkie protesty i « pozostawiał otwartymi » wszelkie możliwe kwestje, to oskarżać o to ani p. Lednickiego ani żadnej grupy politycznej na emigracji wschodniej nie można, gdyż ani od jednego ani o drugich p. Zaleski żadnych dyrektyw nie otrzymuje i żadnej zależności nie podlega.

Innymi słowy, p. Lednicki wypiera się wszelkich stosunków z p. A. Zaleskim. Zaś z zestawienia głosów obu organów, zbliżonych do p. Lednickiego : *Prawdy* i *Dziennika Narodowego* wynika, co następuje :

P. A. Zaleski twierdzi, że jest w ścisłych stosunkach z p. Lednickim, otrzymuje od niego wskazówki polityczne, koresponduje z nim — przez jakiś czas czynił to z pewnością przez ambasadę rosyjską, — ale żadnego memorjału nie składał. P. Lednicki zaś twierdzi, że p. A. Zaleski mógł wnosić protesty i pozostawiać otwartą

kwestję zaboru pruskiego, ale czynił to na własną rękę, bowiem p. Lednicki nie ma, jako żywo, nic wspólnego z p. A. Zaleskim.

Wszystkie te wykrety wyglądałyby zabawnie, gdyby nie to, że sprawa jest zbyt poważna i objaw zbyt smutny. Nie widzimy potrzeby rozwodzenia się nad nim, uważamy atoli za obowiązek podkreślić, że fakt, który stwierdza dwa dokumenty tajne, nie jest bynajmniej odo-sobniony. Że obóz narodowy w całym kraju, dążąc do zjednoczenia Polski, tym samym występuje przeciwko Austrii i Prusom, które dobro-wolnie nie oddać nie chcą, to rzecz oczywista i oskarżenia w tym kierunku nie odkrywały Ame-ryki; ale metoda przeciwników tego obozu sta-ło się nadto oskarżanie go przed Rosją o... ten- dencje antyrosyjskie (Litwa i Ruś?). Przeszło sto lat czekaliśmy na tę chwilę, gdy się państwa zaborcze poróżnią, by wcielić w czyn jedyny, prawdziwie narodowy program zjednoczenia, a gdy ta chwila nadeszła, znaleźli się Polacy, którzy wzięli sobie za zadanie « polityczne » wykazywać wobec wszystkich trzech państw zaborczych, iż dążenie do odbudowania zjedno- czonej, wielkiej i silnej Polski nie godzi się z interesami Austrii, Prus i nawet Rosji. Jest nad- czym pomyśleć.

Przy okazji, zwracamy uwagę czytelników naszych na fakt, że paryski *Głos Polski* z d. 18 stycznia umieścił (bez komentarza!) pierwszy telegram Nabokowa z d. 31 października, sfał- szowawszy go uprzednio bez ceremonii. Miano- wicie wyrzucił z depeszy cały ustęp, kompromi- tujący p. Zaleskiego.

PRZYZYCNKI

Jako dokumenty do tej samej akcji « polity- cznej », o której pisaliśmy wyżej, przytaczamy umieszczone w dwu pismach angielskich uwagi w sprawie uznania « Polskiego Komitetu Naro- dowego » przez rządy koalicyjne. Uwagi owe są pochodzenia polskiego, pietrogradzkiego. Pozo- stawiamy czytelnikom ich ocenę ze stanowiska moralności narodowej.

W *Manchester Guardian*, angielskim organie ultra-liberalnym, umieszczona została notatka następująca (podajemy przekład polski za Praw- dą londyńską (15 Stycznia r. b.).

« Pan Lednicki nie jest jednostką nieznaną ani też podejrzaną. Jest to najwybitniejszy Polak w Rosji i reprezentuje element liberalny w polityce polskiej. Zaraz po wybuchu rewolucji rosyjskiej, Rząd Tymcza- sowy (wówczas jeszcze, jako rząd koalicyjny, w któ- rym znajdowali się tak umiarkowani ludzie, jak Milju- kow i Guczkow) powierzył p. Lednickiemu pieczę nad sprawami polskimi w Rosji, co spotkało się ze szczerą aprobatą Polaków (?).

« W czasie rewolucji p. Lednicki reprezentował nie tylko, dążenia demokracji polskiej, ale również i stanowisko rosyjskie względem sprawy polskiej. Polityka, jaką prowadził, była i liberalna i umiarko- wana. Był przygotowany na wyrzeczenie się Poz- nańskiego, ponieważ odebranie go mogłoby być urzeczywistnione tylko drogą wojny do ostate- czności. Pragnął, żeby nowa Polska żyła w przyjaźni z liberalną Rosją, a czegoż broni Dmowski? Zachłan- nego nacjonalizmu i reakcji. Wszak to on jest wodzem reakcji i ojcem współczesnego antysemityzmu w Polsce. Przedwojenne stosunki jego z Rosją miały charakter reakcyjny i liberalna Rosja nie uznaby go nigdy jako przedstawiciela Polski. Jego polityka po- lega na tym, ażeby nakłonić Aliantów do ode- brania Poznańskiego i Gdańska Prusom. Nasze Ministerjum Spraw Zagranicznych nie wiedziało nic « pewnego » o panu Lednickim i związało się z panem Dmowskim. Postępując w ten sposób, zerwało na punkcie sprawy polskiej z liberalną Rosją i z polskimi żywiołami postępowymi. »

A w *New Europe*, przeglądzie tego samego co *Manchester Guardian* obozu, umieszczono artykuł o treści prawie jednakiej, p. t. « Intryga anty- rosyjska » (podajemy przekład za *Dz. Polskim* z 21 Grudnia 1917 r.).

« Rosja jest przypuszczalnie w dalszym ciągu jeszcze jednym z wielkich mocarstw Koalicji, jakkolwiek wielu pragnęłoby nas przekonać, że jest ona zrujnowana: Rosja zaś Komitetu Narodowego Polskiego nie uznata. Rosja, o wiele żywo-tniej w sprawie polskiej zainteresowana, niż którekolwiek z państw zachodnich, ma prawo żądać, by się jej uprzednio w podob-

nej kwestji poradzono, nie zaś, by jej ręce forso- wano w chwili niepowodzeń... W każdym razie Rosja nie może się nie czuć dotkniętą uznaniem stron- nictwa, zajmującego się od szeregu miesięcy obniżaniem Rosji i tych Polaków których ona oficjalnie już uznata. Ich kampanja skierowana jest głównie (!) przeciwko p. Aleksandrowi Lednickie- mu; który jako oficjalny doradca rządu rosyjskiego w sprawach polskich (z rangą ministra), cieszy się zaufa- niem wszystkich żywiołów demokratycznych w Rosji i stoi w ścisłym związku nie tylko z p. Kierenskim... lecz także z kadetami i październikowcami z ludźmi takimi, jak pp. Miljukow i Guczkow. Gdyby zamiarem państw zachodnich było zwrócić przeciwko sobie całą zdrowszą opinię publiczną w Rosji, nie mogłoby uczynić tego lepiej, jak właśnie przez rzucenie się w objęcia wrogów p. Lednickiego. »

SPRAWA ARMJI POLSKIEJ W ROSJI

Anarchja w Rosji niesie z sobą nie tylko te wszystkie klęski, które z nią są zwykle zwią- zane: dezorganizację życia zbiorowego, drożyz- nę i głód, niepewność życia i mienia, panowanie gwałtu, ale nadto odznacza się szczególną nienawiścią do tych narodów, które, należąc do innej kultury i przejęte obroną bytu narodo- wego, nie chcą pogрузić się dobrowolnie w morzu anarchji rosyjskiej. Wiadomości ze wschodu w czarnych barwach malują położenie Polaków w Rosji. Zwłaszcza położenie wygnań- ców stało się poprostu rozpaczliwe. To też, według *Kurjera Poznańskiego* « codziennie na- pływają z Rosji na Białoruś liczni polscy wychodźcy, ponieważ despotyzm maksymali- styczny nie ma równego sobie wobec obstają- cych przy idei narodowej narodów kresowych ». Tu się okazuje, jak przewidującym był *Centralny Komitet Obywatelski*, który od pierwszych dni rewolucji zaczął planowo przesuwac masy wygnańców polskie na Zachód, ku ziemiom pol- skim. Atoli i tu położenie jest tragiczne. Masy rozbewstwiezonego żołnierstwa łupią, palą, mor- dują. Gazety polskie w Rosji pełne są nekrolo- gów osób, nieraz całych rodzin, które « padły śmiercią żołnierzy-obywateli na ziemianiskim posterunku ». Żołdactwo wypędza zewsząd wy- gnańcy lud polski, który miał po majątkach polskich przytułek i zarobek. Według tegoż *Kurjera Pozn.* « bolszewicy zabrali Polakom na Białej Rusi żywność, tak, iż szczególnie uchodź- cy polscy, obojujący na tych obszarach, wysta- wieni są na najstraszliwszy głód. »

Rola wojska polskiego.

Trzy dywizje polskie, pod naczelną komendą gen. Dowbora-Muśnickiego, rozlokowane na Białej Rusi, nie mogły obojętnie patrzeć na krwawą krzywdę, wyrządzaną Polakom w ich odwiecznych siedzibach przez rozszalałe tłumy wielkorosyjskich anarchistów. Oświadczyli tedy polscy żołnierze, że do spraw rosyjskich wew- nętrznych mieszać się nie mogą, ale będą bronić życia i mienia mieszkańców, bez różnicy wyzna- nia i narodowości (bandy bolszewickie urządziły bowiem również pogromy żydowskie, jak np. w Rzerzycy). Bolszewicy właśnie stoją na wprost przeciwnym stanowisku: oświadczyli, że nikt nie może być neutralnym w Rosji, że więc kto nie walczy po stronie bolszewików, tym samym walczy przeciwko nim; oświadczyli też, że kto broni życia i mienia mieszkańców przeciwko bandom morderców i podpalaczy, jest kontrre- wolucjonistą. Dlatego zapadło postanowienie rozpedzenia wojska polskiego, a przyczynili się do tego niemale — wstyd powiedzieć — bol- szewicy polscy, cywilni i wojskowi. Z drugiej strony wszyscy prawie Polacy, nawet ci, co do niedawna przeciwni byli tworzeniu wojska polskiego, przejrżeli nareszcie, choć późno, że wśród szalejącej w Rosji anarchji jedynym ratunkiem naszego bytu narodowego na kresach jest wojsko, które utrzymać może porządek i ocalić dla Ojczyzny życie milionów Jej synów. Rozpoczęła się więc systematyczna akcja bolszewików zmierzająca do rozbicia i rozpedzenia wojska polskiego; z drugiej strony, dokoła dywizji polskich poczęło się skupiać całe społeczeństwo polskie po tamtej stronie frontu.

Akcja bolszewików.

Niedawno, oficjalny organ Wojenno Rewolu- cyjnego Komitetu, *Rewolucyjna Stawka* (N° 2, str. 4), poświęcił naszemu formacjom artykuł, w którym w taki sposób sprawę maluje:

« Komitet wykonawczy gubernjalnej rady delegatów włościańskich, omówiwszy, według informacji tow. Pieniążkowa, kwestję ekscesów, kontrrewolucyjnych działań i gwałtów, dokonywanych przez sztab kwateru- jacej w Bychowie polskiej dywizji, nad włoścjanami bychowskiego powiatu, oraz nad agrarnymi komitetami, napotykającymi w swej planowej działalności zbrojny opór ze strony polskich legionistów, broniących inte- resów właścicieli ziemskich i ich ziem przed kontrolą komitetów, postanowił kategorycznie żądać natych- miastowego ewakuowania polskiej dywizji z granic gubernji Mohylowskiej oraz zawiadomić o swej uchwale centralny operacyjny organ armji rewolucyjnej.

W razie odmowy ze strony wojska poddania się roz- porządzeniu głównej kwatery, zastosować najsurowsze środki, nie wykluczając aresztowania polskiego sztabu i rozformowania pułków.

Sam Gub. Kom. Wyk. zwrócił się do wojska z odez- wą, a do oddziałów białoruskich znajdujących się na froncie z wyjaśnieniem kwestji i wezwaniem o pomoc.

« Głównowierch » Krylenko przesłał swemu zastępcy, Miasnikowi, d. 28 grudnia r. z. rozkaz następujący:

« Wobec licznych zażaleń na postępowanie Legionów Polskich zastosujcie zarządzenia. Nie krępujcie się tymi panami. »

Stanowisko żołnierzy polskich.

Komitet Rewolucyjny przy Kwaterze Głów- nej wysłał do Dywizji Strzelców Polskich dwóch delegatów w celu zbadania rzekomych « rabun- ków » i « gwałtów » dokonanych przez Dywizję na spokojnej ludności. Na zebraniu I-ej Polskiej Kompanji Inżynieryjnej, złożonym wyłącznie z żołnierzy, delegaci przedstawili całą sprawę, nawołując jednocześnie do utworzenia komite- tów. Zarówno propozycja wysłania delegatów do Kwatery w celu usprawiedliwienia się, jak propozycja utworzenia komitetów spotkała się ze stanowczym oporem wszystkich obecnych.

Uchwalono przymtem rezolucję następującą:

Uważając oskarżenie o rabunki, rzuczone na Wojsko Polskie, za prowokację i fałsz, potępiając jednocześnie wobec uznania niepodległości Polski przez cały naród rosyjski, wszelkie wtrącania się do spraw wewnętrznych narodu polskiego i jego armji, I-a Polska Kompanja Inżynieryjna oświadcza, iż, wobec faktu istnienia Polskiego Naczelnego Komitetu Wojskowego przez wszystkich wojskowych Polaków wybranego, zarowno tworzenie komitetów, jak i wysyłanie delegatów uważa za zupełnie zbyteczne.

Armja polska była, jest i będzie demokratyczna, wszelkie zaś próby rozbicia armji spotkają się z jej zbrojnym oporem.

Stary Bychów, dnia 29 listopada 1917 r.

*Kompanja Inżynieryjna
I-ej Dywizji Strzelców Polskich.*

Z powodu znanych dekrétów Krylenki o two- rzeniu komitetów bolszewickich w Korpusie Polskim i o wstrzymaniu tworzenia dalszych formacji polskich na froncie rosyjskim, opa- nowanym przez bolszewików, Związek Wojsko- wych Polaków II-ej armji wysłał do Krylenki następującą depeszę, którą także zakomuni- kował Radzie Komisarzy Ludowych i wszystkim Związkom Wojskowych Polaków:

« Wasz N° 8728 mógłby nas zadziwić, gdybyście wy, władze rosyjskie, nie odczyły nas zdumiewać się nad naszymi postępkami. Od początku rewolucji nie przestajecie twierdzić, że stoicie na gruncie samo- określenia narodów, lecz gdy tylko jaki naród, mający nieszczęście żyć z wami, próbuje przejawić najmniejszą skłonność do samookreślenia i urzeczywistnienia praw swoich, wy zaraz wołacie, że to jest kontr-rewolucja, że to są wymysły burżuazji. Kto dał wam prawo dzielić nas Polaków na burżuazję i proletarijat, gdy wy swoicie i stosownie do swojej kultury pojmujecie te słowa. « swoboda, burżuazja, proletarijat ». Nie uczcie nas — nam waszych lekcji nie trzeba.

Dzięki waszym przestępstwom, 125 lat temu, my, Polacy, byliśmy zmuszeni z łata rzędu tępić brat brata, znajdując się we wrogich sobie armjach; dzięki waszej nahażce i kolbie, w 1915 r., droga z nad Wisły do Smo- leńska została usiana polskimi mogiłami — i teraz, gdy my się organizujemy, aby naprawić następstwa waszych zbrodni i zbawić ostatki wygnańców — po- waszemu « bieżniów » — wy nie tylko nie poczuwacie się do obowiązku zgładenia swej winy, lecz przeszkadzacie wszelkimi sposobami i, świadomie czy nieświadomie, chcecie powtórzyć dawne przestępstwa.

Teraz, przy blizkich już rokowaniach powiedzcie szczerze i sumiennie, czy starczy wam siły lub chociaż chęci ująć się za sprawą Polski! Nie przeszkadzajcie więc nam samym bronić siebie, swojej wolnej Polski ludowej! Pamiętajcie, że teraz dla waszych gwałtów niema usprawiedliwienia, bo związaneby one były nie z imieniem cara, lecz z imieniem całego narodu rosyj- skiego. Przecz z rękoma, zwalnami krwią naszą, od-

naszych spraw wewnętrznych. Pozwólcie nam samym stworzyć nasze dzieło ludowe i wiedźcie, że wasze gwałty nas nie wstrzymają, lecz tylko zdwoją siły nasze i energję!

Prezes : SZPENGELEWSKI.
Sekretarz : ZIELIŃSKI.

SPRAWA ARMJI POLSKIEJ WE FRANCJI

Polskie obozy we Francji.

W chwili obecnej Armja Polska posiada we Francji cztery obozy własne. Pierwszym jest naturalnie *Sillé-le-Guillaume* (dep. Sarthe), który jest obozem głównym, w którym się koncentruje administracja innych obozów polskich. Dwa następne są w miastach *Laval* i *Mayenne* (dep. Mayenne), gdzie znajdują się obecnie pierwsze trzy transporty żołnierzy polskich, przybyłych z Ameryki. Cztery, który dopiero się organizuje, mieści się w *Mamers* (dep. Sarthe).

Ponieważ Armja Polska jest armją samodzielną, przeto posiadać musi wszystkie rodzaje broni, a więc, jak już donosiliśmy, będzie miała swą własną artylerję, własne wojska inżynierskie (saperów) oraz własną kawalerję.

Misja Wojskowa Fr.-Polska pracuje usilnie nad przygotowaniem kadrow dla tych wszystkich rodzajów broni. Możemy dziś podać do wiadomości czytelników naszych, że we francuskiej szkole wojskowej artylerji w *Vincennes*, pod Paryżem, znajduje się już oddział Polaków. Wyślano również oddział żołnierzy odpowiednio uzdolnionych do szkoły wojsk inżynierskich w *Angers* (dep. Maine-et-Loire), oraz do szkoły kawalerskiej w *Alençon* (dep. Orne).

Nakoniec w szkole piechoty w obozie *Ruchard* (dep. Indre-et-Loire) znajduje się kilkudziesięciu Polaków, którzy już niedługo składać będą z pobranych nauk egzamina, a ci, którzy okażą odpowiednie uzdolnienie, będą mianowani podporucznikami Armji Polskiej.

Uroczystość w Szkole Wojskowej Polskiej.

Dzięki inicjatywie p. por. Nowakowskiego oraz instruktorów Szkoły Wojskowej Polskiej w obozie *Ruchard*, odbył się tam uroczysty obchód powstania styczniowego. Pomimo uciążliwej pracy i braku czasu nasi « kadeci » uważali sobie za obowiązek rocznicę styczniową upamiętnić godnie i podniosło.

W sali przybranej sztandarami polskimi i francuskimi oraz Białym Orłem, p. por. Nowakowski, nacelnik szkoły, zagał uroczystość gorącą przemową okolicznościową, wytykając zarazem obowiązki i zadania żołnierza polskiego w wojnie obecnej. Odśpiewano następnie chórem « Jeszcze Polska nie zginęła » oraz kilka innych pieśni narodowych, które przyjęte zostały hucznymi oklaskami przez gości reprezentujących francuską załogę obozu w *Ruchard*. Artysta-żołnierz odegrał potem kilka utworów swojskich na skrzycach; pp. Judejko, art. dram. teatrów krajowych, Gruszeński, Szule, Mulak i inni wypowiedzieli z werwą kilka deklamacji i monologów oraz odśpiewali kilka kupletów.

« Marsyljanka » i polskie hymny narodowe w wykonaniu pianisty Kowalczyka wypełniły resztę programu tego wieczoru, który udał się doskonale. (M.)

Nominacje i przeniesienia.

Francuski « Dziennik Urzędowy » (*Journal Officiel*) z dnia 1 lutego donosi :

Rozporządzeniem ministerjalnym z dnia 28 stycznia, stosując dekret z dnia 4 czerwca 1917 roku, są mianowani podporucznikami Armji Polskiej we Francji następujący sierżanci 1-go pułku strzelców polskich :

PP. Matecki G., Pieprzny G., Oleksy E.-J., Szymański J., Nastal S., Piotrowski S., Bartman A., Łączkowski S., Godowski S., Klich F., Skarżyński W., Rogoziński S., Wójcik F., Piasiecki J., Chwostak, Kędziorek F., Bauer F. Pela J., Walaszczyk W.

Wszyscy nowomianowani — to polska brać sokola, która dopiero co przybyła z Ameryki.

Są również mianowani podporucznikami Armji Polskiej następujący podporucznicy Armji rosyjskiej :

PP. Żeleziwski, Rusiecki-Kozłowski i Manowicz.

P. Grodecki J., porucznik Armji rosyjskiej został mianowany porucznikiem Armji Polskiej.

Rozporządzeniem ministerjalnym z dnia 19 stycznia, aspirant artylerji Karol Machwic, został mianowany podporucznikiem artylerji Armji Polskiej.

Dowiadujemy się, że żołnierze : Stanisław Flajsz, Wiktor Berwiński, Bolesław Leszczyński, Ignacy Zakrzewski i Ludwik Ostrowski zostali mianowani sierżantami w obozie *Ruchard*.

Zostali odkomenderowani do Armji Polskiej : P. Grabiński J., kapitan rezerwy w 164 pułku piechoty ;

P. Chmielewski K. W., kapitan rezerwy w 164 pułku piechoty ;

P. Wielhorski E., porucznik rezerwy w 261 pułku piechoty ;

P. Giżycki, porucznik rezerwy w 22 pułku dragonów ;

P. Krzywkowski F., podporucznik rezerwy w 63 pułku piechoty.

« Buletyn » Polskiej Komisji Wojskowej.

W New-Yorku zaczął wychodzić od d. 12 stycznia *Buletyn*, wydawany przez Biuro Prasowe Komisji Wojskowej Armji Polskiej we Francji. Wskład Komisji tej wchodzi, jak wiadomo, p. T. M. Heliński, dr. T. A. Starzyński, i p. Aleksander Znamiecki z New-Yorku. *Buletyn* zawierać będzie dokładne wiadomości dotyczące się obozów polskich, centrów rekrutacyjnych, działalności Komitetów Obywatelskich i samej wreszcie Komisji Wojskowej.

Dowiadujemy się z No 1 *Buletynu*, że Komisja Wojskowa otworzyła dotychczas na terytorjum Stanów Zjednoczonych i Kanady 41 centrów rekrutacyjnych. Rekord co do liczby dzierży Centrum No 2 w Chicago, gdzie do 31 grudnia r. z. zapisało się do Armji Polskiej we Francji 1.160 ochotników.

Jak wiadomo, Komisja Wojskowa, jako właściwa kierowniczka władza rekrutacyjna do Armji Polskiej we Francji, powołuje do życia we wszystkich środowiskach polskich w Ameryce, Komitety Obywatelskie, których celem jest agitacja na rzecz Armji Polskiej. No 1 *Buletynu* podaje regulamin owych komitetów, opracowany przez Komisję Wojskową w Pittsburgu, d. 30 grudnia 1917 r.

POGROMY

Pan J. K., korespondent kopenhaski *Głosu Narodu* (Kraków), przesyła pismu temu, dnia 12 stycznia, następujący artykuł :

Do groza przejmujących wieści z Ukrainy i Podola przyłączają się coraz nowe. Czerni żołdacka i chłopska sięga po dalsze ofiary. Padają dwory i folwarki polskie, idzie w niwecz prastara kultura, której one były ostojami. Łuny i zgłiszczą znaczą drogę, którą przeszli « nowożytni Hunowie ».

Jak odbywa się taki pogrom? Na pytanie to odpowiada *Zycie Polskie*, wychodzące w Winnicy. Oto uitało się mniemanie, że są dwa typy pogromów : z wódką i bez wódki ; że pierwszy typ posiada charakter bardziej złośliwy i niszczący. Dość jednak przyjrzeć się całej serii pogromów, by się przekonać, że tłum żołnierzy, pijanych li-tylko nienawistnie socjalną i ideą zniszczenia, daleko bardziej jest pomysłowy w kierunku do okrucieństw, niż tłum pijanych wódką ; że wódka nie zmienia istoty i typu zjawiska, nadając mu tylko pozory bardziej jaskrawe, efektowne, odwracające niekiedy uwagę od « suchej » działalności istotnych sprawców pogromu. Płonąca wśród pogromu gorzelnia, jak w Brailówce lub Chmielniku, z setkami topiącego się w spirytusie i palącego gęł mrowia ludzkiego, przypomina jakąś olbrzymią pułapkę na muchy, szczury, czy inne szkodniki i budzi raczej uczucie politowania.

Pogrom bez wódki, « czysty », « idealny » pogrom bez żadnych osłonek, odbywa się z nadzwyczajną prostotą. Poprzedza go na parę dni wieść, że taki a taki folwark ma być rozgromiony. Wieść taka ma na celu steroryzowanie ofiary, która i tak nie ujdzie, a także zwrócenie uwagi okolicznych szakali, — że niebawem pożywią się resztkami uczyty tygrysa. Niekiedy w przeddzień pogromu zjawia się na folwarku zwiastun w postaci niby furazera.

W oznaczonym dniu, niekiedy nawet, jak w Eljaszówce Dorożyńskiego, o zapowiedzianej godzinie, zwykle rano, zaczynają zjawiać się na folwarku grupy po 8—10 żołnierzy, uzbrojonych w kije i żądają jedzenia. Nasyćeni — nie odchodzą, lecz wałęsają się dokoła folwarku, lub idą ku wsi. Niezależnie od tego, w jaki sposób zostają przyjęci, żołnierze stawiają coraz trudniejsze do spełnienia warunki. Przybywa ich coraz więcej. Wkrótce wyczerpują się zapasy

chleba, sera, słoniny, masła. Wtedy żądają maki, żywych wieprzów. Jeżeli jeszcze się nie zorientowano, że losu niczem przebiłają nie można, wówczas nagły krzyk mordowanego drobiu ostrzega, że żarty skończone. Niekiedy takim ostrzeżeniem bywa nagłe żądanie tytoniu lub pieniędzy.

Pogrom wszakże zawsze zaczyna się od chwili, gdy ktoś z żołnierzy wciśnie się do domu, lub z zewnątrz wybije znięta szybę. Zanim padnie ów sygnał, rozbiega się najczęściej steroryzowana groźbami służba i gospodarz domu zostaje sam. Nagabywany bez przerwy, trącany, popychany z pokoju do pokoju, niema siły oderwać się od straszliwego widoku niszczącego mienia. Mówiono mi o wypadku, gdy uprowadzony przez domowników jednemi drzwiami, wraca gospodarz drugimi, aż wreszcie poniewierany i lżony, obdarty zostaje z butów i odzieży.

W domu bierze żołnierz pieniądze, kosztowności, bieliznę, odzież, przedmioty łatwe do niesienia i sprzedania. To też żąda łupu szybko się nasyca i występuje druga, równie silna — żądza niszczona. Wśród wybuchów śmiechu czerni tłuczelustra, « gra » pięściami na fortepianie, siekierą otwiera szafy i biurka, by się przypodobać jednej z przyglądających się pogromowi wiejskich dziewoi. Chęć popisu popychanie niekiedy i do bezwiednego odtwarzania scen z czasów hajdamaczyzny. W Sieniawie np. żołnierz wdział na się ornat, na głowę włożył damski kapelus, a na ręce — trzewiki i w takim stroju udawał, ku wielkiej ucieście motłochu, księdza, odprawiającego mszę przed ołtarzem domowej kaplicy.

Jednocześnie i na folwarku wre « robotą ». Z otwartych śpichrzy wywozi się na chłopskich furmankach zboże, narzędzia rolnicze, zabite wieprze, drób... Co się nie da zabrać, jak np. cięższe maszyny, psuje się uderzeniami młota. W krótkim czasie z zasobnego folwarku zostaje kupa rumowisk. Wtedy najczęściej ogień miłośniorny oczyszcza splugawione przez ludzką zbrodnię miejsca.

Dziś jednak ogień jako finał uznany został przez horde żołdacką za nieodpowiedni. Przecie po wypędzeniu właściciela budynki mogą być rozbierane na drzewo i cegłę, i jakiś czas służyć jako źródło dochodu. Stawiają tedy na rumowiskach uzbrojoną straż, która pilnuje, by ani właściciel, ani służba, ani też chłopci, zwłaszcza bezpłatnie, nie nie brali. Co zaś do resztek furaz, słomy, kartofli itp. w rozgromionych majątkach, to zabierają je lub sprzedają wojsku t. zw. « eksploatacyjne komisje », złożone z przedstawicieli tegoż pułku, który rozgromił dane majątek. Są to jak gdyby urzędowe zakończenia nieurzędowych pogromów i służą ku pożytkowi obydwu stron : karmią łupieżców i płacą coś nie cóż złupionym.

Tak mniej więcej wygląda przeciętny, normalny pogrom. Bywają nieznaczne odchylenia w stronę tragedji lub farsy, ale zgoła niezależnie od stosunku dworu do wsi. Czynniki ten dopiero teraz zaczyna nabierać znaczenia. Dotąd decydującym momentem o charakterze pogromu i nawet o samym pogromie, była większa lub mniejsza jadowitość osiego gniazda — danej części wojska. Włóscjanin zaś, kryjąc się poza szynielem żołnierskim, błogosławił ślepy traf, napelniający mu śpichrz « kazonnym » zbożem, a chałupę — pańskimi mahoniami i bronzami.

Z PRASY

— Otrzymujemy No 1 *Tygodnika Polskiego*, który zaczął wychodzić w Londynie od d. 27 stycznia. Organ ten będzie uprawiał politykę narodową, chce Polski niepodległej, zjednoczonej, o Bałtyk opartej ; rozumie, że « nie tylko sympatie polskie powinny być po stronie Aljantów, ale i czyn polski, wyrażający się w świadomej i samodzielnej walce Polaków po stronie Koalicji przeciwko Niemcom ».

Awic stoi *Tygodnik Polski* na tym samym stanowisku, na jakim i my stoimy. Witamy przeto z radością nową placówkę narodowej polskiej myśli politycznej na Zachodzie i życzymy jej wytrwania.

W No 1 *Tygodnika* zanotować należy artykuł pani MONIKI M. GARDNERO książkach angielskich o Polsce, oraz artykuł « Z prasy angielskiej ». Redaktorem nowego pisma jest p. WACŁAW CZERNIEWSKI ; adres : « *Tygodnik Polski*, Clifton House, Worship St. Finsbury Square, E. C. 2. — Angletterre ».

WOJSKA POLSKIE ZAJĘŁY

GŁÓWNY SZTAB
ROSYJSKI W MOHYLOWIE
KRYLENKO ARESZTOWANY

Telegram iskrowy, wysłany z Kijowa d. 5 lutego, donosi o zajęciu Mohylowa, gdzie znajduje się Kwatera główna, przez wojska polskie. « Głównowierch » Krylenko został przez Polaków aresztowany.

Już d. 26 stycznia Polacy zajęli Orszę na drodze żelaznej, łączącej Mohylów z Piotrogradem, odciawszy w ten sposób Kwaterę główną od stolicy. D. 31 stycznia weszli do Rohaczewa nad Dnieprem, leżącego na południe od Mohylowa; d. 4 stycznia, uderzając z dwu stron, zajęli Mohylów.

Tak się rozpoczyna oczyszczanie ziem dawnej Polski z elementów anarchii, rozstroju, grabieży. Taka jest odpowiedź Polskich Sił Zbrojnych w Rosji, na « ultimatum » Krylenki, aby Polacy zaprowadzili w swych pułkach « sowiety ».

Jak się dalej rozwiną wypadki — nie wiemy. Tymczasem wszakże ze wszystkich sił wołamy:

« Polscy żołnierze niech nam żyją ! »

NOWINY Z ZIEM POLSKICH

— « Za 10 miesięcy będziemy panami w swoim domu ».

Kurjer Warszawski z dnia 8 stycznia przynosi na czele numeru wywiad z ministrem spraw wewnętrznych, p. Steckim, z którego ustęp najbardziej interesujący przytaczamy:

« No, ale jeżeli wszystko będzie się odbywało bez skoków i niespodzianek, to kiedy zdaniem p. ministra nastąpi przejście administracji kraju w nasze ręce? »

Po chwili namysłu p. Stecki rzekł:

— Jasnóż, że za jakie pół roku, najwyżej 9 do 10 miesięcy, będziemy panami w swoim domu. Ale... — z twarzy ministra znikł wyraz pogody, twarz jego stała się poważną, niemal surową — ale ja nie przejmę administracji kraju, jeżeli nie będzie w nim naszego własnego wojska. Bo administracja nie może iść sprawnie, nawet nie może zgoła funkcjonować, jeżeli nie będzie oparta na poważnej sile zbrojnej. Naród musi mieć świadomość, że wykonawcy jego woli nawet wśród nieposłusznych znajdą posłuch, a czyż można sobie wyobrazić samą możliwość posłuszeństwa, skoro go się nie ugruntuje na sile zbrojnej? I jeszcze teraz, przy rozbudzeniu namiętności, gotowych do nieobliczalnych nieraz czynów...

— Więc wojsko? Pobór?

— Tak. Bez względu. Tylko są cele i cele, metody i metody... Tu powstają różnice, i to duże. Omawianiem celów, różnic, metod zajmuje się nieustannie Rada ministrów ».

— Polska nauka religii w Księstwie Poznańskim.

Norddeutsche Allg. Ztg. zamieściła w wydaniu wieczornym z dnia 14 stycznia, półurzędowo, następującą notatkę:

« W lecie zeszłego roku minister kultu, zarządził, jak wiadomo, aby tam, gdzie dotąd w szkołach ludowych prowincji poznańskiej dzieciom na stopniu niższym, władającym tylko językiem polskim, udzielano nauki religii w języku niemieckim, dla tychże dzieci zaprowadzono naukę religii w języku polskim. Jak się dowiadujemy, wezwano regencje w Poznaniu i Bydgoszczy, aby przeprowadzenie owego zarządzenia możliwie przyspieszyły i postarały się o to, aby, o ile to jest możliwe, od Wielkanocy 1918 r. dzieciom polskim, które wstąpiły lub wstąpią do szkół ludowych niższych, bez dostatecznej znajomości języka niemieckiego, udzielać można nauki religii w języku polskim. Dotąd zapro-

wadzono na nowo, stosując się do wyżej wymienionego zarządzenia ministra kultu, nauki religii w języku polskim w 130 szkołach prowincji. Ponieważ jednak w 1.400 z 1.756 katolickich szkół ludowych prowincji poznańskiej już przedtem na stopniu niższym udzielano nauki religii w języku polskim, więc dzieci na stopniu niższym, władające tylko językiem polskim w prowincji poznańskiej otrzymują już teraz naukę religii w 87 proc. wszystkich szkół w języku ojczystym ».

Wobec tego — czytamy w Kurjerze Poznańskim — zaznaczyć musimy, że do ostatnich czasów odbieraliśmy liczne skargi, że nie uwzględniano wspomnianego zarządzenia ministerjalnego co do polskiej nauki religii w licznych szkołach. Pożądaniem jest, aby księża szczególnie, lub inne osoby, o ile znane im są wypadki takie, materiał odnośny przesyłały Polskiemu Kołu Sejnowemu.

KRONIKA

Świadectwa polskości.

W chwili obecnej, zasadniczo, wszyscy rodacy nasi, zamieszkujący Francję uważani są za Polaków. Atoli byłych poddanych rosyjskich bardzo często władze francuskie uważają jeszcze za Rosjan w braku dowodu ich polskości. Dowodem, w tym wypadku zupełnie miarodajnym, jest świadectwo polskości wydawane przez Komitet Wolontariuszów (3 bis, rue La Bruyère). Niech przeto ci z pośród rodaków naszych, których karta legitymacyjna opiewa, że są « Russes » postarają się natychmiast o świadectwo polskości, które wydawane jest przez Komitet bez żadnych trudności.

Uniwersytet Ludowy imienia Adama Mickiewicza.

Oto program wykładów na m. Luty 1918 r.:
3 Lutego. — Pani Helena Grabowska: « O dramacie indyjskim na tle dziejów i kultury starożytnych Indji. » (Na zebraniu Stow. Pod. Prac. Kol. Polskiej.)
10 Lutego. — Dr. E. Minkowski: « Wrażenia psychologa na wojnie ».

17 i 24 Lutego. — P. Stanisław Posner: « Kooperatywy w przyszłej Polsce. » (Kooperatywy Spożywcze i współdzielcze. Domy Ludowe.)
Program na miesiąc Marzec:

3 Marca. — P. Konstanty Neyman: « Przemysł a Sprawa Robotnicza w przyszłej Polsce. » (Na zebraniu Stow. Pod. Prac. Kol. Polskiej.)
10 Marca. — Pani Marja Szeliga: « Kobieta i ruch kobiecy w przyszłej Polsce. »

17 Marca. — P. Bronisław Piłsudski: « Co widziałem w Japonii? »

24 Marca. — Pani Dr. E. Stróżecka: « Obrona życia i zdrowia robotników w przyszłej Polsce. »
Odczyty odbędą się w sali Collarossi, 10, rue de la Grande-Chaumière (Métro: Vavin), o godz. 2 1/2 punktualnie.

RESTAURACJA POLSKA

11 bis, rue des Carmes,
na rogu 39, rue des Ecoles (około Sorbony).

Przyjmuje zamówienia na śniadania i obiady polskie w osobnym salonie. Wszelkie zamówienia w zakres sztuki kuchennej wchodzące wykonywuje na miejscu lub dostarcza do domów.

A. MACIEJEWSKI

były kuchmistrz pierwszorzędnych hotelów
w Warszawie i w Paryżu.

Codzienny i Niedzielný
« KURYER POLSKI »
w Milwaukee, Wis., Ameryka.

Najstarszy i najpopularniejszy polski dziennik w Ameryce.

« Codzienny » kosztuje w Europie 20 fr. na rok. Niedzielný « Kuryer » — 10 fr. na rok. Codzienny i Niedzielný razem 25 fr. na rok.

Udziela czytelnikom w Europie wszelkich informacji o Polakach zamieszkających w Ameryce, jak i o stosunkach amerykańskich.

Adresować: « Kuryer Polski », Box 68, Milwaukee, Wis., U. S. America.



MAGAZYN
KUŚNIERSKI

CHARLES
39, rue de Moscou, 39
Pierwszorządne modele paryskie
Ceny Umiarkowane

Bronzy do oświetlenia elektrycznego
GAZOWE LAMPY — INSTALACJE
A. BOUILLON
112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE: PERLY, — DROGIE KAMIEŃ
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —
PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62
Téléph: CENTRAL, 90-10
MADRYD, 17, Calle Caracas

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART
I. BAUER
ACHAT — VENTE — ÉCHANGE
37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •
REPARACJE — PRZERÓBK
S. BESTER
• 43, rue d'Hauteville, — PARIS •

MARCELI BARASZ
88, RUE DAMRÉMONT,
PARIS
wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych — studiów akade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

WIELKIE ZAKŁADY
— OGRODNICZE —
(Właściciel: Edm. DENIZOT)
polecają:
WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.
Cenniki na żądanie darmo i oplatnie
Adres: E. DENIZOT
Grandes Pépinières — MEAUX
(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES
E. FISCH
48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères
6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII)
Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32° 2 fr.
Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32° 2 fr.
Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom 4 fr. 50 cent.
Wysyła pocztą za dopłatą 10 0/0.
Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii ».

LE GÉRANT: P. NEVEU
PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.